



RÉUNION DU 31 AOÛT 2023

DECLARATIONS DU SNAP

VOS ELUS CSE

Cadres

Christian BEC
Jean-Pierre LEVASSEUR

Agents de maîtrise techniciens

Fatima CHIKHAOUI
Laurent MERIQUE
Stéphanie VILLEMIN
Pascal DAMBROSIO
Isabelle CHEVAL
Benoît LUCHEZ-GAUVIN
Joseph MEUNIER
Hicham JAKIR
Liliane GANI
Sébastien VACHER

Employés

Jean-Louis MURAT
Flora BIANCO
Sylvain BRUGIROUX
Catherine DE GAULMYN
Adeline SOUCHON
Moaad AKDI
Caroline BON
Pascal BANNWARTH

Représentante Syndicale

Isabelle DE OLIVEIRA

VOTRE DELEGUE REGIONALE

Isabelle DE OLIVEIRA

VOTRE DELEGUE REGIONAL ADJOINT

Joseph MEUNIER

Négociation annuelle obligatoire

Le **SNAP** déplore un énième report de la NAO et l'absence de perspective d'augmentation des salaires pour les agents. L'inflation importante depuis près de 2 ans, génère notamment des difficultés pour les agents sur plusieurs territoires de la région où le coût de la vie est très important.

Les salaires sont de moins en moins attractifs et entraînent un fort turn-over dans les agences, avec une qualité de service dégradée pour les demandeurs d'emploi et des conditions d'exercice dégradées pour les collègues.

Dans un contexte où l'on demande toujours plus aux agents, les salaires ne sont pas à la hauteur des exigences de l'employeur.

Action logement

Nous avons été contactés par des collègues qui se sont vus refuser des prestations avec Action logement, au motif que l'enveloppe annuelle était consommée depuis fin mai.

Les prêts action logement permettent aux collègues de pouvoir accéder à la propriété. S'ils ne peuvent plus acquérir un bien immobilier à proximité de leur lieu de travail sur certains territoires (agglomérations de Lyon et Grenoble, zone frontalière avec la Suisse...), ils devront s'éloigner de leur lieu de travail actuel, ce qui créera un turn-over permanent sur les agences de ces mêmes territoires. Les prestations Action logement sont bien entendu bénéfiques pour l'ensemble des agents de la région et ne doivent pas se limiter à ces territoires en particulier.

Les questions posées lors de la commission politique sociale du 10 février sur les prestations actions logement restent sans réponses à ce jour.

Les élus du **SNAP** souhaitent qu'un point sur les prestations fournies par Action Logement, les budgets alloués et le bilan des années précédentes soit fait lors d'un prochain CSE.

Il est par ailleurs dommage que cette information n'ait été envoyée qu'aux managers via l'hebdo DRAPS et non pas à l'ensemble des salariés.

Episode de canicule

Du 13 au 25 août, la région Auvergne Rhône Alpes a été confrontée à une forte canicule et a été placée en vigilance orange ou rouge sur l'ensemble des départements.

Le **SNAP** s'étonne qu'aucune disposition systématique n'ait été appliquée dans la région, pour favoriser le télétravail, le travail de proximité ou permettre aux agents de venir sur site pour bénéficier de la climatisation, ni pour favoriser les RDV à distance pour éviter les déplacements des DE, même si des initiatives locales ont pu être prises.

Le jeudi 24 août, entre 16 heures et 17 heures, heure de départ pour 56% des agents d'après le bilan OATT fourni en juin, les températures enregistrées à Lyon, Saint Etienne, Clermont ou Grenoble dépassaient les 39°C, voire les 41°C.

Tous les agents n'ont pas un véhicule climatisé ou accès à un parking souterrain, certains sont probablement rentrés à pied, en transport en commun ou à vélo, courant ainsi un risque important. Les élus du **SNAP** souhaitent qu'une situation identique ne se renouvelle pas, et que des mesures soient prises automatiquement dès lors que la vigilance rouge est enclenchée pour un territoire.

Le DR a reconnu que ces situations étant amenées à se reproduire plus souvent, des mesures plus automatiques devraient être prises dès lors qu'une vigilance rouge est annoncée. Sur le sujet, ARA peut se montrer précurseur.



RÉUNION DU 31 AOUT 2023 (2/3)

CSE

ARA

INFORMATIONS DIRECTION

SNAP France Travail

Pas de nouveauté en cette période estivale, le texte devrait être présenté courant septembre à l'Assemblée Nationale, en commission puis en séance.

SNAP Expérimentation BRSA

Pas de Réunions d'Informations et d'Orientation (RIO) au mois d'août, un premier bilan est prévu pour le CSE de septembre.

SNAP Point sur l'incendie d'Albertville

Malgré la période estivale, les travaux se poursuivent sur l'agence d'Albertville après le ménage approfondi par la société spécialisée sur la zone d'accueil. La centrale intrusion est de nouveau fonctionnelle et la centrale incendie est en cours de remise en service.

Une deuxième visite de l'expert est prévue le 22 septembre pour analyser les impacts et l'origine du sinistre.

Un nouveau ménage sera fait dans les prochains jours suite à la retombée des suies. Un vidéo portier va être installé sur une entrée annexe pour permettre la réouverture de l'agence dans un mode dégradé dès le mois d'octobre, pour accueillir un nombre limité de demandeurs d'emploi au premier étage de l'agence, sous réserve des conditions de sécurité nécessaires. L'accueil des demandeurs se poursuit pour l'instant dans les locaux de la mission locale en mode dégradé.

La DSI doit faire le point sur l'état du matériel informatique et remplacer le matériel inutilisable.

La réparation de la zone d'accueil ne dépend pas que de pôle emploi mais des assurances, du bailleur et des artisans. Elle n'interviendra probablement pas avant le 1er trimestre 2024.

Tous les salariés ont été équipés avec un téléphone portable et un forfait 20Go pour pouvoir assurer leur activité à distance. Des points réguliers interviendront en CSE pour tenir au courant les élus de l'avancement des travaux.

SNAP Fuite de données chez un prestataire

Après connaissance de la fuite des données chez le prestataire, Pôle emploi a alerté la CNIL, a fait un communiqué de presse, puis des messages ont été envoyés aux DE. Les données qui ont fuité sont les noms / prénoms et le NIR. A réception du message, des DE sont venus se renseigner à l'accueil, mais on n'a pas enregistré d'agressivité sur ce sujet. L'image de Pôle emploi est affectée même si la fuite a eu lieu chez un prestataire. Pôle emploi fait face à des tentatives d'intrusion tous les jours qui sont stoppées par le système d'information de Pôle emploi. Tous les agents doivent rester le plus vigilant possible et ne pas cliquer sur n'importe quel message, ni transmettre d'informations par téléphone.

MIGRATION DES FICHIERS OFFICE 365

Le déploiement de la phase 1 et la synchronisation des fichiers personnels sur One drive a seulement commencé fin août et se fait agence par agence, avec une cible pour une fin de déploiement fin septembre.

Après la phase 1 qui consistait en la migration des messageries vers Office 365 et la synchronisation des fichiers personnels vers OneDrive, la phase 2 consiste en la migration des fichiers partagés dans Teams.

Les fichiers présents sur les disques partagés, T, U et V seront accessibles dans Teams. Les lecteurs T, U et V resteront disponibles pendant un temps limité avant leur extinction globale, mais pas avant 2024.

Ce nouveau fonctionnement permettra la fermeture de 1000 serveurs informatiques au niveau national et contribue à l'action de l'établissement dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Le partage des fichiers sous Teams doit faciliter le travail collaboratif et l'accès aux documents en mobilité.

Afin de maîtriser cette évolution, il est recommandé de suivre la formation gestion documentaire en e-learning qui dure 1h. Cette formation n'a été suivie que par 733 agents, soit 11.7 % de l'effectif ARA.

Le **SNAP** a demandé que ces formations soient programmées pour que les agents aient le temps de les faire, en souhaitant qu'ils soient autant encouragés à les réaliser qu'ils l'ont été pour les autodiagnosics...

Il s'agit d'une évolution majeure dans l'utilisation des documents, et nous devons apprendre à utiliser le meilleur média entre teams et les mails ou le meilleur moyen de stockage entre one drive et teams selon le besoin.

Le DR a retenu cette proposition et un mail a été envoyé à l'ensemble des agents pour les inviter à suivre cette formation.

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SYNDICAT SNAP

Région Auvergne Rhône-Alpes

syndicat.snap-ara@pole-emploi.fr

Je clique, j'adhère !

SNAP





RÉUNION DU 31 AOUT 2023 (3/3)

CSE

ARA

BILAN DE L'EXPERIMENTATION SUR LES VELOS A ASSISTANCE ELECTRIQUE

Cette expérimentation qui s'inscrit dans le cadre de la RSE a permis d'équiper les 10 sites volontaires de 15 vélos à assistance électrique (VAE) de service. Ces VAE étaient répartis sur 7 départements de la région et accessibles à 1077 collaborateurs. L'expérimentation de 12 mois a débuté en mai 2022. De mai à décembre 2022, une tolérance existait pour les trajets domicile / travail malgré une absence de couverture assurantielle de Pôle emploi. Depuis le 1^{er} janvier les VAE ne doivent être utilisés que pour les déplacements de service.

Après une montée en puissance progressive sur l'année 2022, la suppression de la possibilité d'utiliser le VAE pour rentrer à son domicile a entraîné une baisse d'utilisation. La moyenne des déplacements journaliers par vélo est de 9,4 kilomètres.

Les utilisateurs réguliers des VAE ont fait remonter des besoins de formation sur le code de la route, la prise en main des VAE et la réparation de 1^{er} niveau des vélos.

Pour le **SNAP**, il s'agit d'une première étape qui doit permettre de favoriser les déplacements des agents par des modes de transports doux. La baisse d'utilisation des VAE une fois la tolérance sur les trajets domicile travail terminée montre que l'établissement doit se donner les moyens à la hauteur des ambitions annoncées.

L'utilisation des vélos, doit contribuer à la bonne santé des agents en plus de réduire les émissions de carbone, mais pour développer cette pratique, il convient de proposer des abris sécurisés pour les 2 roues sur l'ensemble des sites.

Le **SNAP** a rappelé que des équipements de protection comme un casque et des gants devaient être fournis afin d'assurer la sécurité des agents.

L'expérimentation a été reconduite pour un an et un nouveau plan d'action sera présenté lors d'un prochain CSE.

Le service RSE peut proposer une liste d'entreprises de location de vélos sur les différents territoires. Dans ce cadre, les vélos seraient utilisables pour les déplacements personnels. La location de vélo peut être prise en charge à 50% par l'employeur sur présentation des justificatifs (au même titre qu'un abonnement à un service de transports en commun) et permet de bénéficier du forfait de mobilité durable.

ACCORD FORMATION

L'accord formation n'est pas encore en vigueur, l'établissement est toujours en attente de l'agrément et des notes d'opérationnalité.

Vous pouvez retrouver un récapitulatif des avancées de l'accord [sur le nouveau site du SNAP](#).

POINT SUR LES LOCATIONS D'ETE PROPOSEES PAR LE CSE

Sur les 1247 demandes formulées au CSE, 621 agents ont eu une location (49,8%), 35 ont annulés (2,8%), 8 n'ont jamais transmis les documents (0,6%) et 583 agents n'ont bénéficié d'aucune location (46,75%).

Lors du CSE sur les activités sociales et culturelles, le **SNAP** avait proposé l'augmentation de 33% de la ligne budgétaire pour les locations pour permettre à plus d'agents d'en bénéficier.

La saison n'est pas terminée, mais à ce jour 629 semaines ont été louées. Moins de 50 semaines ont été rendues, principalement sur la période avril (13), mai (10), juin (11), mais le taux de remplissage est considéré comme bon (93%).

A noter que ces semaines hors période de vacances scolaires peuvent être négociées sans surcoût, et certaines semaines peuvent être reprises par les prestataires sans engager de coût pour le CSE.

Un point sera fait en CSE une fois les bilans définitifs établis.

Les élus du CSE ont mandaté les membres de la CASC pour préparer un nouveau programme de locations pour l'été 2024 qui sera voté après les élections professionnelles.

PROCHE,
ACTIF,
humain !

SYNDICAT SNAP

Région Auvergne Rhône-Alpes

syndicat.snap-ara@pole-emploi.fr

Je clique, j'adhère !

SNAP

